

AMNESTY INTERNATIONAL

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Index AI : AFR 62/016/2007 (Public)
Bulletin n° : 201
ÉFAI

Embargo : 25 octobre 2007 00h01 TU

En République démocratique du Congo, des agents soutenus par le gouvernement torturent et tuent

Le gouvernement du président Joseph Kabila doit lancer immédiatement une enquête indépendante sur les arrestations, les actes de torture et les meurtres dont se rendent coupables les forces de sécurité de la République démocratique du Congo à l'encontre des opposants politiques présumés : telle est la teneur d'un nouveau rapport d'Amnesty International rendu public ce jeudi 25 octobre.

Intitulé *DRC: Torture and killings by state security agents still endemic*, le rapport examine le rôle qu'a joué la Direction des renseignements généraux et des services spéciaux de la police dans les arrestations arbitraires et les actes de torture dont ont été victimes de très nombreux Congolais soupçonnés d'opposition au parti du président Kabila. Cette vague de répression a eu lieu pendant et après la période électorale de 2006-2007, à Kinshasa.

« *Pendant les élections, de nombreuses personnes ont été prises pour cibles par les forces de sécurité simplement parce qu'elles avaient les mêmes origines ethniques que Jean-Pierre Bemba, le principal rival politique de Joseph Kabila, a déclaré le directeur du programme Afrique d'Amnesty International, Erwin van der Borght.*

Un grand nombre d'entre elles sont toujours incarcérées, sans avoir été inculpées ni jugées. Alors que toutes les personnes qu'Amnesty International a interviewées ont affirmé avoir été torturées et maltraitées en détention, aucun membre des forces de sécurité n'a, à ce jour, été déféré à la justice. Ceci n'a fait qu'intensifier le climat d'intimidation et de crainte à Kinshasa. »

Le rapport met en avant également les graves violations des droits humains perpétrées par la Garde républicaine du président Kabila au lendemain des affrontements qui ont eu lieu, en mars 2007, entre les forces gouvernementales et des combattants fidèles de Jean-Pierre Bemba. Il s'agit notamment du meurtre présumé, à la fin du mois de mars 2007, d'au moins 27 détenus dont les corps ont été jetés dans les eaux du Congo.

La lenteur de la réforme du secteur de la sécurité et une culture institutionnelle qui autorise les graves violations des droits humains apparaissent dans le rapport comme les principaux obstacles à une véritable amélioration de la situation des droits humains en République démocratique du Congo.

« *En dépit d'élections nationales qui feront date, une grande incertitude politique demeure en RDC et le respect des droits humains n'a pas progressé, a souligné Erwin van der Borght. Le manque de confiance que ressentent la plupart des Congolais s'explique en grande partie par le fait que de nombreuses unités des forces de sécurité servent toujours des intérêts politiques restreints.*

« *Il faut que la réforme de la police devienne une priorité et que le gouvernement de Joseph Kabila redouble ses efforts pour faire en sorte que les forces gouvernementales et les forces des groupes armés d'opposition soient intégrées dans une entité commune opérant dans le respect du droit congolais et international relatif aux droits humains, a conclu Erwin van der Borght. Dans le cadre de son soutien continu à une réforme dans le domaine de la sécurité, la communauté internationale devrait insister sur la nécessité d'une action vigoureuse du gouvernement de la RDC pour mettre fin dès maintenant à l'impunité dont bénéficient les auteurs de violations des droits humains. »*

Note aux rédacteurs

Les affrontements qui ont eu lieu en mars 2007 à Kinshasa entre les forces gouvernementales et des combattants fidèles à Jean-Pierre Bemba ont entraîné la mort de pas moins de 600 personnes, parmi lesquelles de nombreux civils victimes de tirs aveugles et disproportionnés des deux forces en présence. Au cours de la période qui avait précédé les affrontements, les combattants de Jean-Pierre Bemba s'étaient rendus coupables d'atteintes aux droits humains et avaient instauré un climat d'insécurité dans la ville.

Parmi les témoignages inclus dans le rapport figurent celui des deux personnes suivantes :

Coquette Nsinga, étudiante âgée de vingt-cinq ans, membre du Mouvement de libération du Congo (MLC) de Jean Pierre Bemba. Arrêtée par les Services spéciaux de la police deux jours après le deuxième tour des élections, le 31 octobre 2006, elle a été frappée puis violée par cinq policiers. Privée de toute assistance médicale, elle a été détenue pendant huit mois avant d'être présentée à un magistrat et inculpée d'« *incitation à commettre des actes contraires au devoir ou à la discipline* ». Son procès est en cours.

Le colonel Paul Ndokayi, âgé de soixante et un an, arrêté à la fin du mois de novembre 2006 par les Services spéciaux de la police de Kinshasa après avoir servi dans l'armée gouvernementale tout au long du conflit en RDC. Accusé d'être un « *frère de Bemba* » par ceux qui l'ont interrogé, Paul Ndokayi a été torturé sans interruption pendant cinq heures à l'aide de cordes, de chaînes et de couteaux. Il a été inculpé de « *terrorisme* » et est incarcéré depuis dix mois sans avoir été jugé ni avoir reçu de soins médicaux adaptés. Il n'a pas eu la possibilité de remettre en cause la légalité de sa détention ni d'intenter de poursuites contre ses tortionnaires.

/FIN

Document public

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566.

Amnesty International – 1 Easton St., Londres, WC1X 0DW

site : <http://www.amnesty.org>

Nom du document : AFR_62_016_2007_ext_fra.doc
Répertoire : \\Condor\archives\A archiver\Publics-Internes
Modèle : C:\Documents and Settings\Frédéric\Application
Data\Microsoft\Modèles\Normal.dot
Titre : En République démocratique du Congo, des agents soutenus par
le gouvernement torturent et tuent
Sujet :
Auteur : EFAI
Mots clés :
Commentaires :
Date de création : 19/10/2007 20:51:00
N° de révision : 6
Dernier enregistr. le : 22/10/2007 11:16:00
Dernier enregistrement par : Sabine Vandame
Temps total d'édition :22 Minutes
Dernière impression sur : 22/10/2007 14:02:00
Tel qu'à la dernière impression
Nombre de pages : 2
Nombre de mots : 882 (approx.)
Nombre de caractères : 4 856 (approx.)